



**Contre l'offensive
de Macron
et du grand patronat
le monde du travail
doit rendre les coups**

Sommaire

**Contre l'offensive de Macron et du grand patronat,
le monde du travail doit rendre les coups** 2

Nos positions 15

Pourquoi parler de classes sociales et de lutte de classe? 15

Compétitivité: un piège pour les travailleurs 16

Le protectionnisme peut-il protéger les intérêts des travailleurs? 17

La mondialisation est-elle la source
de tous les problèmes des travailleurs? 18

Quitter l'Union européenne et retrouver de la souveraineté?
Une diversion et un mensonge! 19

Contre l'oppression des femmes 20

Migrants: des travailleurs qui doivent avoir le droit
de circuler et de s'installer pour gagner leur pain! 22

Le terrorisme, produit de l'ordre capitaliste mondial 24

Le capitalisme, la véritable menace
contre l'environnement et la planète 25

Nos perspectives communistes 26



Travailleuses, travailleurs,

Après une année de pouvoir, Macron est plébiscité par les milieux privilégiés. Et pour cause! Lorsque l'on appartient au monde de la bourgeoisie, des affairistes et des boursicoteurs, il y a de quoi voir l'avenir en rose. L'envolée des Bourses en 2017 a fait gagner la bagatelle de 1 000 milliards de dollars aux 500 plus grandes fortunes mondiales. Le propriétaire de LVMH, Bernard Arnault, sixième au classement, a vu son patrimoine s'accroître de 20 milliards d'euros l'année dernière, soit 1 300 euros toutes les deux secondes.

L'immobilier, le secteur bancaire et l'automobile battent record sur record. Aux sommets de la société, l'argent coule à flots. Non seulement les grands actionnaires et les PDG sont comblés mais cela ouvre aussi des perspectives à nombre de bourgeois, petits et moyens.

Et, cerise sur le gâteau, ils ont, en la personne de Macron, un président qui n'a d'yeux que pour les fameux premiers de cordée et les machines à faire du fric. Un président qui a le cynisme de diminuer les APL et de dire aux plus pauvres que l'on dépense « un pognon de dingue » pour eux, quand il a fait cadeau de trois milliards aux plus riches en supprimant l'impôt sur la fortune!

Oui, les bourgeois, les grands comme les petits, ont de quoi se reconnaître dans ce président de la République! L'arrogance de Macron vis-à-vis du monde ouvrier, ils la partagent. Son culte de la réussite individuelle, c'est le leur. Mais quand on est de l'autre côté du manche, quand on est ouvrier ou employé, quand on est du côté de ceux qui pédalent sur leur vélo pour Deliveroo, ou de ceux qui passent leur vie au volant pour Uber, on a toutes les raisons de rejeter Macron, la classe sociale et le système qu'il représente.

Il suffit de regarder dix ou vingt ans en arrière pour mesurer ce que le monde du travail a perdu sur les retraites, l'emploi, les conditions de travail ou les salaires. La flexibilité, les rythmes et les horaires de travail sont de plus en plus délirants. Plus personne n'est à l'abri du licenciement. La même pression accrue à la rentabilité s'exerce dans le secteur public, sur le

personnel des hôpitaux, de l'éducation, les postiers, les cheminots ou les employés des collectivités locales.

Tout ça pour que la bourgeoisie augmente ses profits, concentre des fortunes exorbitantes et spéculé frénétiquement. Et Macron nous dit: Continuons, priorité aux actionnaires et au capital!

La politique de Macron vise à mettre le pays au pas cadencé de la rentabilité et de la compétitivité. En un an, il a enchaîné les attaques contre les travailleurs. Il y a d'abord eu les ordonnances travail pour que le patronat puisse licencier plus vite et moins cher; ensuite la hausse de la CSG que les retraités ont payée de plein fouet; puis un nouveau tour de vis sur les finances des collectivités locales comme des hôpitaux, déjà asphyxiés; la sélection dans les universités; un contrôle accru des chômeurs... Et Macron nous promet pour demain une attaque en règle contre les retraites et les aides sociales et contre la fonction publique avec 120 000 emplois supprimés, dont 4 000 à Pôle emploi. Comme s'il y avait trop de personnels dans les hôpitaux ou dans les services d'urgence, pour gérer les appels de détresse!

Un capitalisme à bout de souffle

Macron clame que le patronat est à la base de tout et il nous chante la même rengaine du «ruissellement» de la richesse du haut vers le bas que ses prédécesseurs. À l'entendre, pour que le pays, les travailleurs et les plus pauvres s'en sortent, il faut d'abord que les riches s'enrichissent. Il faut d'abord que les grandes fortunes prospèrent.

Il faut d'abord que les actionnaires trouvent leurs profits. Mais les actionnaires se gavent déjà de profits, les PDG peuvent se payer 50, 100, 200 fois le salaire d'un ouvrier!

Macron a la bouche pleine du mot «investisseurs». Mais les suppressions d'emplois et les fermetures d'usines continuent. Tupperware, Vallourec, Gemalto, Whirlpool, Pimkie, Doux, les Pages jaunes, Carrefour, Electrolux, Ford... jour après jour, la liste s'allonge.





Les bénéfices d'Amazon ont atteint 3 milliards de dollars en 2017, un record... fait sur le dos des salariés et des clients de ce trust de commerce en ligne.

Si les capitalistes n'investissent pas et n'embauchent pas, malgré les ponts d'or que leur font les pouvoirs publics, c'est que le capitalisme est en bout de course. Les marchés sont saturés, la surproduction est généralisée et condamne l'économie mondiale au marasme.

Le gouvernement s'est, un temps, gargarisé de la reprise. Les médias, qui avaient contribué à l'élection de Macron, ont alors mis en scène une prétendue amélioration de l'emploi en multipliant les reportages sur les patrons qui embauchaient ou sur la France qui serait redevenue « attractive ». Ici et là, le patronat peut évidemment avoir besoin d'embaucher. Le profit ne peut pas se produire sans travailleurs et, à force de supprimer des emplois et de pousser les anciens dehors, certains patrons sont bien obligés de recruter. Mais l'embellie sur le marché du travail dont se targue Macron consiste en une multiplication des emplois précaires, mal payés voire à temps partiel.

L'entreprise Amazon a peut-être un bel avenir. On ne peut pas en dire autant de ses salariés qui ne tiennent pas plus de cinq ans parce qu'ils ont le dos cassé ! Même si les métiers d'aide à la personne et les Ehpad répondent à un besoin croissant, comment les employées y sont payées ? À coups de lance-pierres, alors qu'elles courent du matin au soir, avec en outre ce sentiment révoltant de ne pas avoir les moyens de faire comme il faudrait pour accompagner les anciens.

Quand bien même il y aurait un petit rebond de l'économie, cela ne change rien à la situation générale. Le capitalisme est à bout de souffle. La

finance est un cancer qui menace de nous faire basculer à tout moment dans un nouveau krach. Quant à la concurrence, comme le montre le retour du protectionnisme, c'est la guerre économique. Une guerre que la bourgeoisie mène avec la peau des travailleurs car, les profits qu'elle ne trouve pas dans le développement de ses marchés, elle les cherche en aggravant l'exploitation et les conditions de travail, en comprimant les salaires et les emplois.

Tant que la bourgeoisie et ses valets politiques mènent la danse, ils poursuivront leur offensive antiouvrière, ils pousseront leur avantage, ils profiteront du rapport de force qui leur est favorable pour exploiter plus le monde du travail. Si nous ne mettons pas un coup d'arrêt à tout cela, où en serons-nous dans cinq ou dix ans ? Quelle sera la vie de nos enfants ?

Grève des cheminots et manifestations : une opposition ouvrière à amplifier

Les nombreuses manifestations qui se sont succédé cette année, les différentes journées d'action qui ont eu lieu à Carrefour, dans les Ehpad et dans certains services hospitaliers et les grèves d'Air France et de la SNCF, ont témoigné d'une opposition ouvrière à la politique du gouvernement et du patronat. Les cheminots, qui se battent depuis plus de trois mois et expriment leur volonté de continuer tant qu'ils en auront la force, incarnent cette opposition.

Leur grève, marquée par des journées massives et par leur détermination, a pesé dans le bon sens sur la situation politique et sociale de ces





derniers mois. Elle a mis au centre de l'actualité la condition ouvrière et a fait entendre les intérêts non seulement des cheminots, mais ceux de tous les travailleurs qui sont confrontés aux attaques incessantes du patronat et du gouvernement et qui refusent le recul de leurs conditions de travail et la précarisation de leur emploi. Et, surtout, elle a montré que des travailleurs pouvaient relever la tête en s'organisant et en faisant grève.

Comme au football, nombre de commentateurs comptent les points entre Macron et les grévistes et accordent la victoire au gouvernement. Mais la lutte de classe n'est pas réductible à un match gagné ou perdu. Elle existe depuis que la classe ouvrière est née et se poursuivra tant que le pouvoir de la bourgeoisie ne sera pas renversé. C'est une lutte de longue haleine qui se nourrit des expériences passées des travailleurs et de leur conscience.

Les cheminots peuvent être fiers de ce qu'ils ont fait et continuent de faire. Macron voulait les faire marcher au pas. Il n'a pas réussi. Les cheminots sont devenus les adversaires irréductibles de sa politique et ils ne sont pas près de baisser les bras, comme en témoignent ceux qui continuent la grève malgré le vote de la loi et en dépit des vacances.

La grève des cheminots a contribué à grandir la classe ouvrière. Pendant ces trois derniers mois, les cheminots ont renforcé le courage et la combativité de bien des salariés. Des hospitaliers, des salariés de Carrefour,

de Vélib', d'EDF, d'Air France, de La Poste ou encore des étudiants se sont régulièrement joints aux actions des cheminots et à leurs assemblées générales, qui leur ont toujours été ouvertes. Car les cheminots se sont toujours préoccupés de s'adresser aux autres travailleurs, non seulement en tant qu'usagers de la SNCF, mais en tant que travailleurs confrontés aux mêmes attaques, qu'ils soient du secteur public ou du privé.

Depuis le premier jour de leur grève, les cheminots font progresser l'idée que nous sommes tous des travailleurs confrontés aux mêmes attaques patronales et que nous devons nous battre ensemble.

Le grand patronat ne réussit à dominer le monde du travail que parce que ce dernier est divisé et fragmenté. Le capitalisme lui-même, basé sur la concurrence et la compétition, est un facteur de division permanent du monde du travail. À cela s'ajoute la politique consciente de la bourgeoisie qui consiste à diviser pour régner. Ce sont toutes ces pressions que les cheminots ont combattues et c'est en soi une avancée précieuse pour tous les travailleurs.

Mais, pour que ce mouvement renforce moralement et politiquement le camp des travailleurs, il faut en tirer tous les enseignements et s'en servir pour prendre la mesure de l'adversaire. Le gouvernement et la bourgeoisie ne reculeront que s'ils sont confrontés à une mobilisation contagieuse devenue, à leurs yeux, incontrôlable. Ils ne reculeront que lorsqu'ils craindront de tout perdre. En France, la classe ouvrière n'a été dans cette situation qu'à de rares exceptions. Ce fut le cas en mai-juin 1968 comme en mai-juin 1936, où la grève générale fit lâcher des concessions à la bourgeoisie et au gouvernement. Et c'est sans parler des périodes de révolutions, comme la Commune de Paris de 1871 ou la Révolution russe de 1917, où les travailleurs ont réussi, ne serait-ce que pour un temps, à instaurer leur propre pouvoir.

De telles explosions sociales surgiront à nouveau car les travailleurs n'ont pas le choix. Pour eux, les luttes sociales sont une question de survie. Dans le domaine social, si on ne lutte pas, on recule. Lorsque les travailleurs se battent, ils peuvent faire avancer leurs intérêts; lorsqu'ils baissent la garde, c'est la bourgeoisie qui gagne du terrain et en profite pour amasser toujours plus sur leur dos. Depuis que la société capitaliste existe, il en a été ainsi. Tant qu'il y aura des exploités, il y aura des révoltes!



Les ouvriers de Renault Billancourt réunis dans l'usine le 28 mai 1936.

Difficile ou pas, il faut que les travailleurs se battent car les élections sont des impasses

La lutte est forcément difficile, mais l'histoire du mouvement ouvrier montre qu'il n'y a pas le choix. C'est au travers des luttes collectives que les travailleurs ont fait avancer leur sort, et non au travers des élections, comme certains voudraient nous le faire croire. Quelle élection, quel président de la République a fait avancer le sort des travailleurs ? Aucun !

Les conquêtes de juin 1936 ne sont pas à mettre au crédit de l'élection de Léon Blum, comme le font croire le PS et le PCF. Les 40 heures et les congés payés, qui n'étaient pas dans le programme électoral du Front populaire, ont été concédés par une bourgeoisie tremblant devant les occupations d'usine et parce que, de fait, les travailleurs remettaient en cause son droit de propriété. Le gouvernement du Front populaire servit au contraire à canaliser et à étouffer la révolte ouvrière.

Il y a toujours eu des marchands d'illusions, des hommes qui juraient qu'ils gouverneraient dans l'intérêt des travailleurs et des plus pauvres. Des hommes qui se disaient même socialistes dans le sens premier du terme et prétendaient vouloir rompre avec le capitalisme, comme ce fut le cas avec Mitterrand, élu président en 1981. Des hommes, comme Hollande,

qui pouvaient déclamer devant les foules « *Mon ennemi, c'est la finance.* » Qu'ont-ils fait au pouvoir pour les travailleurs? Rien, si ce n'est les tromper en justifiant leur politique propatronale.

Le pire pour les travailleurs, c'est que chacune de ces expériences a entraîné du dégoût dans leurs rangs et de la démoralisation. Elles ont discrédité l'idée d'une politique de gauche, contribuant à déboussoler et faire le lit du Front national dans le monde du travail. Si tant de militants influencés par le PCF ont fini par abandonner toute activité militante, c'est aussi parce que leur parti s'est servi d'eux pour demander aux travailleurs de renoncer à leurs intérêts de classe pour soutenir des politiciens bourgeois. Il ne faut pas retomber dans les mêmes pièges.

Revigorés par les différentes grèves et manifestations, les dirigeants des différents partis de gauche, La France insoumise de Mélenchon, mais aussi le PCF et le parti de Hamon, ont mis en avant la nécessité de faire émerger un « débouché politique » aux luttes sociales. Autrement dit, de reconstruire une alternative de gauche à Macron lors des prochaines élections et de fabriquer un nouveau leader de la gauche.

Qui s'imposera comme candidat « naturel » des classes populaires? Il est trop tôt pour le dire. Mélenchon et Hamon, tous deux anciens ministres socialistes, se voient tout à fait en nouveau leader. Mais il y a aussi autour d'eux nombre de petits nouveaux qui peuvent postuler à ce rôle. Ces derniers ont l'avantage d'être trop jeunes pour avoir été associés aux trahisons de la gauche gouvernementale et ils peuvent donner l'impression de la nouveauté, comme ce le fut le cas pour Macron. Mais ils défendent la même politique.

Même ceux qui tiennent des discours radicaux prétendent pouvoir changer le sort des travailleurs de l'intérieur du système, de l'intérieur des institutions. Ils proclament la nécessité d'un meilleur partage des richesses, mais pas de s'en prendre à ceux qui les monopolisent. Cette nécessité, ils ne l'expriment pas même en paroles. S'ils parviennent au pouvoir, ils gouverneront à leur tour sous la férule du capital. Et ils se mettront au service





Des employés de Carrefour manifestent contre le plan Bompard.

des plus riches, car on ne peut pas être à la fois pour les exploiters capitalistes et pour les exploités salariés.

On peut vouloir renouveler les étiquettes des partis, ne plus parler de gauche ou de droite. Mais les réalités sociales, elles, ne changent pas. Nous sommes dans une société de classes dont les intérêts sont diamétralement opposés. Le véritable pouvoir dans notre monde, c'est celui de l'argent et du capital. C'est le pouvoir de ceux qui commandent l'économie en monopolisant la propriété de tous les grands groupes industriels, des banques, des réseaux de distribution, des communications, des médias... Les présidents de la République, les ministres s'excitent sur le devant de la scène politique, mais ils prennent leurs ordres auprès des milieux patronaux. Et s'il arrive qu'ils veuillent s'en affranchir ne serait-ce qu'un peu, comme Tsipras le fit en Grèce en 2015, ils sont immédiatement rappelés à l'ordre par ceux qui tiennent les cordons de la bourse.

Les travailleurs sont toujours devant ce choix fondamental : chercher une solution dans le cadre de la société capitaliste ou viser à la renverser ?

Si la bourgeoisie continue de tenir les rênes, nous nous enfoncerons dans un capitalisme pourrissant, dans un avenir fait de sang et de larmes ;



si les exploités partent à la conquête du pouvoir politique, l'humanité s'inventera un nouvel avenir.

Il n'existe pas d'autres moyens de changer notre sort que de lutter collectivement et de nous organiser. Il est vital pour le monde du travail que l'opposition ouvrière, qui s'est fait entendre cette année au travers des mobilisations, des grèves et des manifestations, continue de s'exprimer. Il faut que le mécontentement se manifeste de façon plus large et plus massive. Il faut que les travailleurs discutent de leurs affaires entre eux, qu'ils se rassemblent et s'organisent pour contrecarrer les attaques du patronat et du gouvernement.

Les travailleurs d'un atelier ou d'une entreprise ne veulent pas se battre au prétexte que «personne ne veut bouger»? Ils acceptent les attaques gouvernementales et patronales avec fatalisme et se désintéressent de la politique et de la vie syndicale? Pire, ils accusent d'autres travailleurs, les chômeurs ou les migrants d'être des assistés? Eh bien il faut leur montrer qu'il y a dans le monde du travail des femmes et des hommes qui, eux, veulent se battre. Des femmes et des hommes qui font de chaque nouvelle attaque une nouvelle raison d'être révoltés. Des femmes et des hommes qui font de la politique et s'organisent parce qu'ils sont conscients d'avoir leurs intérêts collectifs d'exploités à défendre, non pas contre d'autres travailleurs ou ceux que les politiciens appellent des assistés pour en faire des boucs émissaires, mais contre la bourgeoisie qui parasite le travail et emmène l'économie et la société dans le mur.

La nécessité d'un parti révolutionnaire

Le seul débouché politique qui ouvrirait une perspective pour les travailleurs, c'est la création d'un parti qui se situe sur le terrain de leurs intérêts matériels et politiques, un parti de classe qui se fixe pour but d'œuvrer pour que la classe ouvrière exproprie la classe capitaliste, prenne le pouvoir politique et l'exerce de façon collective et démocratique.

Pour cela, nous militons pour que les travailleurs accèdent à la conscience que la tâche de transformer la société dépend d'eux-mêmes.

La classe ouvrière, les exploités, représente une force sociale qui n'a pas intérêt à la perpétuation de ce système. Les prolétaires n'ont, disait Marx, que leurs chaînes à perdre. De la même façon qu'ils font aujourd'hui tourner toute la société pour le compte des capitalistes, qu'ils produisent les profits et font fructifier le capital, les travailleurs sont capables de faire tourner la société pour les intérêts collectifs de la grande majorité. Ils l'ont montré, lors de la Commune de Paris de 1871 et de la Révolution russe de 1917. Aucune autre force sociale ne recèle cette capacité révolutionnaire de transformer toute la société.

Nous sommes comme bien des militants communistes révolutionnaires qui nous ont précédés. Nous passons le plus clair de notre temps à nous battre pour que les travailleurs fassent avancer leurs intérêts de classe dans le cadre du capitalisme. Mais nous sommes convaincus qu'il est possible et nécessaire de construire une économie sans exploités, sans classes sociales, et nous le défendons dans notre propagande quotidienne. Tout en nous battant pour améliorer les conditions de travail, nous pensons que la lutte de classe sera sans fin, à moins de réussir à renverser le pouvoir de la bourgeoisie.

Nous nous inscrivons dans ce courant révolutionnaire du mouvement ouvrier convaincu que l'énergie permettant de changer la société viendra de la classe ouvrière. Nous militons au sein du monde du travail pour que celui-ci prenne conscience de sa force et de ses capacités à transformer en profondeur la société.

Le renversement de la bourgeoisie nécessite un degré de mobilisation et de combativité exceptionnel des exploités. Dès lors que cette volonté de ne plus subir et de prendre leur sort en main existe, tout peut aller très vite. Bien des régimes et des gouvernements bourgeois se sont effondrés en quelques jours face à des insurrections ouvrières.

Mais créer un pouvoir ouvrier, cela demande tout un cheminement et une conscience politique. Et c'est vrai à plus forte raison pour transformer la société

en profondeur, car le pouvoir économique et social de la bourgeoisie a des racines qui ne peuvent être arrachées par un simple décret ou changement de régime. Cela nécessite l'intervention de la grande masse des travailleurs et leur participation consciente aux événements.

«*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*», dont Marx avait fait la devise politique des exploités, n'est pas une phrase en l'air. Mais, pour que la révolte se transforme en révolution, il faut des femmes et des hommes qui soient conscients des tâches à accomplir, il faut un parti communiste révolutionnaire.

On l'a vu dans le passé, les travailleurs ne fuient pas les grands combats. Eh bien, il faut un parti à la hauteur de la classe ouvrière. Un parti qui se construise sur des convictions solides. Un parti qui affirme le rôle indispensable de la classe ouvrière dans la société et sa capacité à la transformer, et qui se saisisse de tous les combats qui se présentent pour armer la classe de la conscience politique.

Un parti qui continue d'affirmer fièrement sa confiance dans les capacités de la classe ouvrière à nous débarrasser de ce système pour bâtir une société meilleure.

Il faut renverser le capitalisme

Il y en aura toujours, comme Macron, pour vanter les charmes du capitalisme et de la concurrence. Il entretient la fiction d'une société du mérite où chacun serait libre et maître de ses choix, libre de s'éduquer, de se former, de travailler dans l'emploi de son choix, et même libre de choisir sa retraite... Ce ne sont que fadaïses destinées à tromper les exploités pour les enfoncer toujours plus.

Pour que la minorité s'enrichisse, la majorité doit être appauvrie : voilà le fonctionnement normal de l'économie ! Le capitalisme fondé sur l'exploitation et la domination de la classe sociale qui monopolise les capitaux est une fabrique à inégalités. Les travailleurs n'y trouveront jamais ni justice ni émancipation.



Le capitalisme est un océan de famine, de misère et de guerres dont émergent quelques îlots de prospérité concentrant des richesses insolentes. Où est le développement des pays pauvres que l'on nous promet depuis des décennies? En lieu et place du développement de la civilisation et de l'humanité, c'est la décadence, qui s'accompagne de multiples oppressions, religieuses, ethniques et des horreurs perpétrées par ces aspirants dictateurs que sont les bandes terroristes qui prolifèrent aux quatre coins du monde.

En lieu et place de la paix, ce sont les tensions internationales et les guerres qui se multiplient. Alors que tous ceux qui ont un portefeuille bien garni peuvent passer toutes les frontières, on enlève le seul moyen que bien des pauvres ont pour survivre : la liberté de circuler. Et on compte les migrants morts dans la Méditerranée, à Calais ou dans le canal Saint-Denis à Paris! On refuse d'accueillir un bateau de sauvetage, comme l'*Aquarius*, avec à son bord des centaines de naufragés! Jusqu'où irons-nous dans la déshumanisation?

La minorité richissime qui trône sur l'économie mondiale est assise sur un volcan. Le capitalisme est rongé par les contradictions, qui ne se résolvent qu'au travers de crises économiques de plus en plus graves. Sa réussite est basée sur une course aux profits dangereuse et criminelle, que ce soit dans le domaine de la spéculation et de la finance, mais aussi dans les transports, l'agroalimentaire, la santé, ou dans les domaines de l'énergie et de l'environnement.

Le capitalisme pousse au chacun-pour-soi et à l'individualisme forcené et pourrait tout, y compris les relations humaines. C'est vrai aussi dans les pays les plus riches. Personne n'y échappe, pas même dans le monde bourgeois. On l'a vu par exemple avec le scandale Weinstein: même derrière les paillettes d'Hollywood et du Festival de Cannes, il y a une sacrée couche de violences sexistes et de préjugés misogynes!

Tant qu'il n'y a pas de réactions collectives massives qui permettent de redonner confiance dans les idées révolutionnaires, la crise, les inégalités et le chômage de masse feront le lit de l'individualisme et de la concurrence, le lit des idées racistes, de l'antisémitisme, du sexisme, des communautarismes religieux et du nationalisme. Toutes ces idées réactionnaires sont à combattre, mais elles ne disparaîtront réellement que si l'exploitation laisse place à une société où chacun sera libre de prendre sa part à la vie sociale. Que si l'on combat l'ordre social capitaliste.

Nathalie Arthaud

Nos positions

Pourquoi parler de classes sociales et de lutte de classe ?

Macron se pose en champion d'une société où les individus seraient libres et égaux en droits. Où tout ne serait qu'une question de volonté, de courage et de mérite. Mais il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais d'égalité des chances dans le cadre du capitalisme !

Le capitalisme est un système fondé sur la propriété privée des capitaux et sur la domination de ceux qui les monopolisent. C'est une société de classes où il y a, d'un côté, la classe capitaliste qui décide de tout et vit du travail de ceux qu'elle exploite ; de l'autre, ceux qui ne possèdent pas de capitaux et ne peuvent vivre que de leur travail.

Dès que l'on est contraint de vendre sa force de travail pour vivre, on est confronté à l'exploitation. Que l'on soit salarié, ouvrier, employé, cadre, ingénieur ; que l'on travaille dans le privé ou dans le public ; que l'on soit étiqueté travailleur indépendant, autoentrepreneur, artisan, commerçant, chauffeur de VTC ubérisé ou travailleur condamné au chômage, on appartient à la classe des exploités. À la classe des femmes et des hommes qui sont ballottés au gré des décisions patronales et se retrouvent parfois exclus de toute activité en étant condamnés au chômage.

Les intérêts de ces deux classes sociales sont diamétralement opposés. Pour que la classe capitaliste augmente ses profits et ses dividendes, elle doit comprimer les salaires, diminuer les emplois, aggraver l'exploitation. D'où la guérilla incessante dans les entreprises pour raboter une prime, augmenter le temps de travail non payé ou supprimer des emplois. D'où une politique gouvernementale qui, pour satisfaire le grand patronat, doit faire reculer la condition ouvrière.

Derrière le personnel politique, qui sont les vrais maîtres de la société ?

Le véritable pouvoir n'est pas entre les mains de ceux qui sont élus, députés, sénateurs et même président de la République. Il est dans les conseils d'administration des grandes entreprises et des banques. Il est dans les mains des grands actionnaires qui concentrent les capitaux et règnent sur l'économie. Ce pouvoir du grand capital s'incarne dans la domination d'une minorité de grands bourgeois.

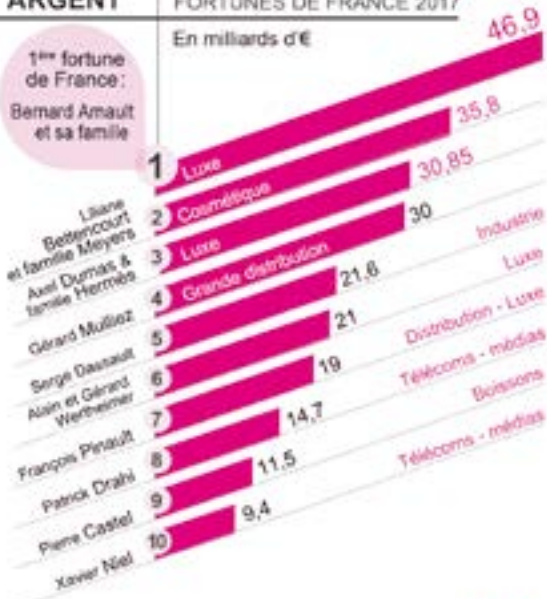
Ces fortunes ont été obtenues par l'exploitation de millions de travailleurs, ici et dans le reste du monde. Bernard Arnault doit sa fortune

ARGENT

LE TOP 10 DES PLUS GRANDES FORTUNES DE FRANCE 2017

En milliards d'€

1^{re} fortune de France :
Bernard Arnault
et sa famille



Source : Classement Challenges (juin 2017)

VISACTU

aux petites mains de LVMH. Les membres de la famille Muliez se sont enrichis sur le dos des 300 000 salariés du groupe Auchan. Dans ce palmarès, les autres s'appellent Dassault, Peugeot, De Wendel, Michelin, Bolloré, Dentressangle, François Pinault, Bouygues. Ce sont eux, les vrais maîtres de la société!

Ces riches bourgeois sont liés par des relations familiales et amicales au monde politique. Ils ont leurs entrées dans les couloirs des ministères et entretiennent des liens étroits avec les hauts fonctionnaires qui, eux, ne sont pas élus et qui restent dans l'ombre mais qui assurent la permanence de la politique. Leur voix pèse

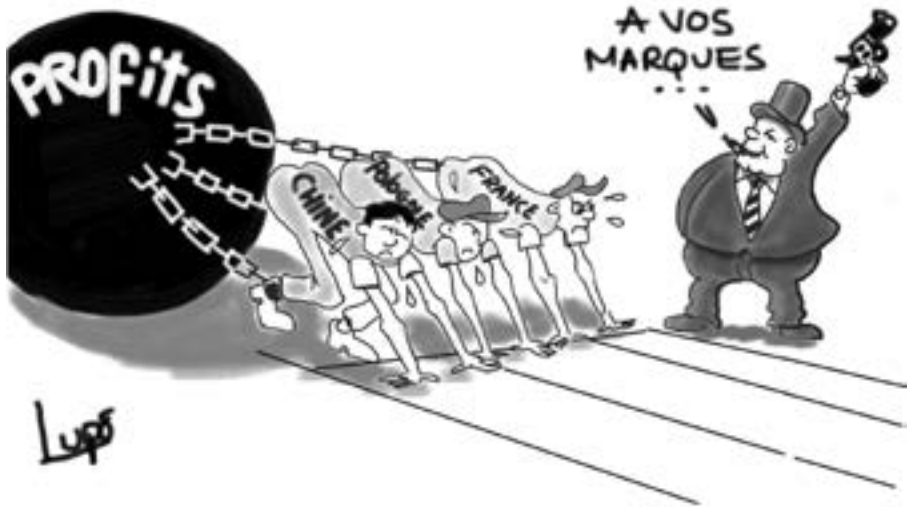
dans les médias qui bien souvent leur appartiennent, leur donnant les moyens d'influencer l'opinion.

Dans ce système prétendument démocratique, les électeurs sont conviés à voter régulièrement mais, tant que les capitalistes garderont les rênes de l'économie, ils domineront toute la société et imposeront leur loi.

Compétitivité : un piège pour les travailleurs

Les patrons invoquent toujours la nécessité de réduire les coûts de production face à la concurrence internationale pour avoir des prix compétitifs. C'est ainsi qu'ils justifient les salaires bloqués et les plans de compétitivité.

Si les prix des marchandises baissent, les travailleurs, qui sont aussi des consommateurs, ne s'en plaindront pas. Mais les prix peuvent aussi baisser si les marges bénéficiaires sont diminuées. Jamais les dirigeants des groupes capitalistes ne proposeront de diminuer les dividendes versés aux actionnaires ou de baisser leurs propres salaires pour gagner en compétitivité.



Leurs discours sur la concurrence ne servent qu'à imposer des sacrifices aux travailleurs, dans le seul but d'augmenter leurs profits. Il faut refuser ce chantage ! Les travailleurs ont le droit légitime de revendiquer un travail pour tous, avec un salaire permettant de vivre correctement !

Le protectionnisme peut-il protéger les intérêts des travailleurs ?

Le protectionnisme n'est pas conçu pour protéger les intérêts des travailleurs. Il sert à protéger de la concurrence le marché de tel ou tel patron et les débouchés de telle ou telle entreprise. Le protectionnisme consiste à protéger les intérêts de la bourgeoisie de son pays contre la bourgeoisie des autres pays, mais pas du tout à protéger les travailleurs ou les classes populaires contre la bourgeoisie elle-même.

Et ce n'est pas parce que le grand patronat augmentera ses perspectives de profits que les travailleurs seront mieux traités. Les supermarchés, les entreprises de nettoyage comme toutes les entreprises de services ne sont pas menacés par des importations. Est-ce que l'emploi y est mieux protégé, est-ce que les conditions de travail y sont meilleures ? Non. Nombre de grands groupes français prospèrent et trouvent même de nouveaux marchés à l'étranger. Est-ce que cela les conduit à embaucher, à augmenter les salaires et à relâcher l'exploitation ? Non plus !

Brandir le protectionnisme comme une solution pour les exploités est de la diversion. Pire, c'est un moyen pour nos ennemis, le grand patronat et ses serviteurs politiques, de les enchaîner derrière leur

politique. Aux États-Unis, cela aboutit à enchaîner les travailleurs derrière un Trump, ennemi avéré des exploités!

Après l'annonce de Trump d'augmenter les droits de douane sur l'acier européen et canadien et les mesures de rétorsion prises par la Chine et l'Europe contre les États-Unis, le protectionnisme pourrait se généraliser. Les taxes aux frontières se répercuteront alors sur les prix de toutes les marchandises importées et les travailleurs le paieront doublement. Ils le paieront une première fois en tant que consommateurs, par une diminution de leur pouvoir d'achat. Ils le paieront une seconde fois parce que la guerre commerciale entre capitalistes ne s'arrêtera pas. Elle n'en sera que plus féroce et elle sera menée avec la peau des travailleurs, appelés à être toujours plus compétitifs.

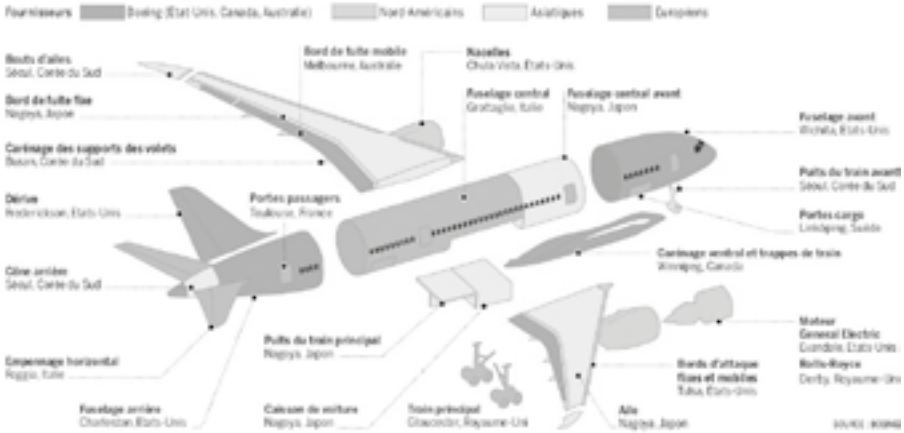
Que le protectionnisme soit défendu par un Trump, une Le Pen ou par Jean-Luc Mélenchon ou François Ruffin, il reste une tromperie pour les travailleurs. C'est masquer derrière un prétendu intérêt national la lutte de classe qui se joue entre les exploités et les exploités.



La mondialisation est-elle la source de tous les problèmes des travailleurs ?

La circulation des hommes à l'échelle de la planète et les échanges sont inséparables du développement de l'humanité. Parce que les

Le puzzle d'assemblage du Boeing 787 Dreamliner



ressources sont inégalement réparties sur la Terre et du fait de la variété climatique, la mondialisation fait partie intégrante de la condition humaine.

Cette mondialisation s'est accélérée avec le développement du capitalisme. Depuis sa naissance, il n'a cessé de rechercher de nouveaux marchés et de nouvelles sources de profits. Le capitalisme a réalisé la division internationale du travail et entrelacé étroitement les économies des différents pays. Il suffit de regarder les mille et un objets que nous utilisons au quotidien pour réaliser que la plupart ont nécessité l'intervention de travailleurs de plusieurs pays répartis sur différents continents. Qui peut imaginer dépasser le capitalisme en se coupant des échanges internationaux, des ressources naturelles, des sources d'énergie indispensables à la vie économique ?

Nous habitons sur la même Terre, nous partageons les mers et la même atmosphère. Nous sommes tous dépendants les uns des autres. C'est pourquoi le problème n'est pas la mondialisation, c'est le capitalisme.

Mettre en commun les immenses moyens de production que l'humanité a développés, gérer rationnellement à l'échelle mondiale les ressources énergétiques, ou les matières premières, comme des biens communs à tous, faire travailler ensemble à l'échelle de la planète les chercheurs, faire circuler les idées et la culture sans obstacles, permettre à tous, et plus seulement aux riches, de voyager : voilà qui ferait faire un bond en avant à toute l'humanité !

Quitter l'Union européenne et retrouver de la souveraineté? Une diversion et un mensonge!

L'Union européenne a été construite pour régler les petites et grandes affaires de la classe capitaliste. Les gouvernements européens ont cru bon de s'associer pour créer un marché commun pour leurs bourgeoisies respectives. Ils ont été capables d'élaborer toute une législation réglementant le marché européen. Ils ont inventé une monnaie commune pour faciliter les échanges à l'intérieur du marché commun.

L'UE s'est toujours moquée des intérêts des travailleurs et des peuples. Elle a été incapable d'impulser ne serait-ce qu'un smic européen. Elle n'a rien fait pour faire progresser les droits des femmes, alors que l'on compte encore des pays, comme Malte par exemple, qui interdisent l'avortement. Même la libre circulation des personnes est très relative.

Mais opposer l'UE aux États nationaux est stupide. L'UE n'est en effet que l'émanation des États nationaux et de leur politique antiouvrière. Ces derniers ne sont pas meilleurs pour les opprimés! L'État français ne défend pas plus les intérêts des travailleurs. Il est au service de Dassault pour acheter ses Rafale ou les vendre aux quatre coins du monde. Il permet à Vinci, Veolia ou Bolloré d'emporter des marchés, en France ou en Afrique. Il est au service du grand patronat pour faciliter l'exploitation patronale et démolir le Code du travail, comme l'a fait Macron.

Sortir de l'Union européenne ne réglera pas les problèmes des travailleurs. Le Brexit n'a rien apporté aux travailleurs britanniques sinon une hausse des prix, de nouvelles pressions pour être encore plus compétitifs. Il va recréer une frontière, aujourd'hui disparue, en plein milieu de l'Irlande. Quant aux banques de la City, elles se débrouilleront pour que leurs affaires continuent comme avant.

L'Europe ne peut être qu'à l'image des gouvernements bourgeois. Donner naissance à une Europe favorable aux peuples et aux opprimés ne sera possible que si les travailleurs disputent le pouvoir à la bourgeoisie.

Contre l'oppression des femmes

Le scandale Weinstein et les mouvements #MeToo et #Balance-TonPorc ont témoigné des comportements les plus glauques, y compris dans les milieux bourgeois censés être la fine fleur de la société. Hautes sphères politiques et même religieuses, aucun milieu n'y échappe, parce qu'il ne s'agit pas seulement d'éducation et de culture: c'est une question de pouvoir.



KARL FOERSTERLIN / EPA

Le 8 mars 2018, dans 120 villes d'Espagne, six millions de personnes ont manifesté pour exprimer leur révolte contre la situation faite aux femmes.

Les rapports de domination et de pouvoir structurent la société capitaliste. Le plus déterminant est le rapport des classes, le rapport entre exploités et exploités, celui qui met les salariés à la merci d'un chef, d'un responsable ou d'un patron. Les femmes qui subissent de plein fouet les bas salaires, la précarité et le chômage en sont les premières victimes. Et quand on est ouvrière ou simple employée, il faut se débrouiller sans relations dans les médias, dans la police ou la justice. Il faut se battre sans argent, avec le risque de perdre son gagne-pain.

Alors oui, le combat contre les violences sexuelles s'ajoute à ceux que les travailleurs, femmes et hommes, ont à mener dans les entreprises. Car si les femmes sont les premières victimes du sexisme, les hommes en sont aussi victimes !

Il y a deux siècles, le socialiste Fourier expliquait déjà que, dans une société donnée, le degré d'émancipation des femmes est la mesure de l'émancipation générale. Depuis, bien des luttes se sont déroulées. Pour avoir le droit de faire des études, de travailler, de voter et pour le droit à l'avortement, il a fallu bien des combats. Ils ont contribué à faire évoluer les mentalités et il faut les poursuivre. Mais ils ne suffisent pas à éradiquer les habitudes sexistes et à déraciner les préjugés qui sont entretenus par les rapports d'exploitation inscrits dans l'organisation capitaliste. C'est pourquoi le combat pour l'émancipation des femmes est indissociable de celui pour libérer la société du capitalisme.

Migrants : des travailleurs qui doivent avoir le droit de circuler et de s'installer pour gagner leur pain !

Le périple en Méditerranée de l'*Aquarius*, ce bateau humanitaire qui a sauvé de la noyade plus de 600 femmes et hommes au large de la Libye, mi-juin, illustre le cynisme et l'hypocrisie sans limite des dirigeants européens, Macron en tête, face au drame des migrants.

Dans toute l'Europe, les migrants sont traqués, refoulés, présentés comme des concurrents qui viendraient manger notre pain.

Répéter sans cesse « qu'on ne peut pas accueillir toute la misère du monde » est une façon de prêcher la fatalité. C'est aussi une façon de faire accepter le chômage, le manque de logements ou la saturation des services publics. C'est un appel à la résignation, alors que le monde n'a jamais été aussi riche de possibilités.

La misère, aussi bien celle du monde que celle que nous subissons ici, ce sont nos propres dirigeants qui la fabriquent pour que la minorité capitaliste s'enrichisse, toujours et encore. Ils la fabriquent en pillant les richesses des pays pauvres partout sur la planète et en s'acquinant avec les pires dictatures. Ils la fabriquent en Irak, en Syrie, par leurs manœuvres et leurs bombes. Ils la fabriquent ici par le chômage et la précarité.

La France, la Grande-Bretagne, les États-Unis, toutes les grandes puissances se sont bâties non seulement sur le pillage colonial, mais aussi grâce au travail de générations de migrants. Venus selon les époques



L'équipage de l'Aquarius en opération de sauvetage.



Campement de migrants, porte de la Chapelle, à Paris.

d'Europe, du Maghreb, d'Afrique, d'Asie, ce sont des migrants qui ont creusé les mines, construit les autoroutes, percé les tunnels et fait tourner les usines, dans la sidérurgie, l'automobile. À certaines périodes, les patrons sont allés les chercher par convois entiers; à d'autres, ils ont franchi les frontières cachés sous les trains. Aujourd'hui, les travailleurs qui font la plonge dans les grands restaurants, les agents de nettoyage ou de sécurité, les ouvriers sur les chantiers ont dû risquer leur vie en Méditerranée ou dans les Alpes!

Même avec la bonne carte d'identité, n'importe quel travailleur est un migrant potentiel, obligé de quitter sa ville pour aller s'installer là où il pourra trouver du travail, dans une autre région ou un autre pays. On ne compte plus les Français frontaliers de la Suisse et du Luxembourg qui émigrent pour travailler à l'étranger.

Oui, la classe ouvrière est par nature internationale, c'est ce qui fait sa richesse et sa force, parce que c'est à cette échelle qu'il faut changer le monde.

Alors, ne nous laissons pas diviser et organisons-nous au contraire pour imposer le contrôle sur les richesses que nous produisons collectivement. Affirmons pour tous les exploités de cette terre la liberté de circulation et d'installation. Accueillons les migrants à bras ouverts. Ils sont nos frères de classe. Ils ont leur place dans le combat qui est le nôtre: combattre la minorité capitaliste qui domine le monde et nous pousse dans la barbarie.

Le terrorisme, produit de l'ordre capitaliste mondial

Les attentats qui ont frappé la France et tué des centaines de gens ont montré que les guerres qui se déroulent à des milliers de kilomètres finissent toujours par nous rattraper. La barbarie des terroristes et des attentats est un écho de la barbarie que subissent les populations de Syrie, d'Irak, de Libye ou d'Afrique. Là-bas, les attentats ont fait des milliers de morts, la guerre a transformé des millions de personnes en réfugiés qui ont dû tout quitter pour survivre.

Au nom de la lutte contre le terrorisme, nos gouvernants veulent nous embrigader derrière leur politique guerrière et sécuritaire et nous amener à soutenir les interventions militaires au Moyen-Orient et en Afrique. Ils prétendent mener ces guerres dans notre intérêt, pour défendre notre sécurité et notre liberté, mais ils mentent.

Depuis plus de quinze ans, sous prétexte de lutter contre le terrorisme,



MEDIA PRESS INFO

Les soldats français de l'opération Sangaris patrouillent dans les rues de Bangui, capitale de la Centrafrique.

les grandes puissances n'ont cessé d'intervenir en Afghanistan et en Irak, puis en Syrie, et au Sahel. Ils ont transformé des régions entières en champs de ruines, aggravant le chaos et permettant au terrorisme de prospérer sur le terreau de la dévastation dont ils sont responsables.

Il faut refuser que ces guerres se fassent en notre nom ! Ce sont des guerres pour le pétrole du Moyen-Orient, pour l'uranium du Niger, des guerres qui sont toujours menées pour le profit et jamais dans l'intérêt des peuples.

« *Le capitalisme porte en lui la guerre comme les nuées portent l'orage* », déclarait Jaurès à la veille de la Première Guerre mondiale. Eh bien, rien n'a changé ! L'ordre capitaliste mondial, c'est toujours et plus que jamais quelques grands groupes industriels et financiers qui mettent la planète en coupe réglée et qui se livrent à une guerre permanente pour le partage du butin.

Pour refuser la barbarie et ses différentes manifestations les plus monstrueuses, il faut combattre la société qui l'engendre, combattre pour le renversement du capitalisme.

Le capitalisme, la véritable menace contre l'environnement et la planète

Chaque gouvernement a organisé sa grand-messe sur l'environnement ou le climat. Pour montrer à quel point il se préoccupe de l'environnement, Macron a nommé Nicolas Hulot ministre de l'Écologie. Ce dernier a déjà avalé bien des couleuvres. Qu'il s'agisse de l'environnement ou du chômage, les politiciens sont incapables de trouver quelque solution que ce soit, pour la simple raison qu'ils sont les serviteurs des grands groupes capitalistes à l'origine de ces catastrophes.

Car nous ne sommes pas tous également responsables de la dégradation de l'environnement. Ce sont les grands groupes capitalistes qui détiennent les manettes de l'économie, qui décident de l'organisation de la production, de l'énergie, des transports, du BTP. Tant que l'on accepte leur mainmise sur l'économie, les discours sur la lutte contre le réchauffement climatique, sur la sauvegarde de la mer ou les énergies renouvelables resteront lettre morte.

Pour que les capitalistes acceptent de se préoccuper de l'écologie, il faut que cela leur rapporte. L'écologie fait maintenant partie de la stratégie publicitaire : c'est à qui sera le plus « vert », le plus soucieux de développement durable. Pour d'autres, l'écologie a été l'occasion de trouver de nouveaux marchés. Les politiques écologiques des gouvernements



Pendant des années, le chlordécone, un insecticide très dangereux, a été utilisé dans les bananeraies des Antilles, avec des conséquences graves sur la santé des travailleurs et des habitants des alentours.

se réduisent en définitive à créer des taxes qui pèsent sur le budget des plus pauvres et à distribuer des subventions et des aides aux entreprises au nom de la transition énergétique, comme ils le font au nom de la compétitivité ou de l'emploi.

Sur toutes les questions écologiques, une politique concertée et planifiée à l'échelle de la planète serait nécessaire. Or le propre du capitalisme est que rien n'est organisé, concerté, anticipé et planifié à l'échelle de la société. C'est le règne de la concurrence et de l'intérêt particulier au détriment de l'intérêt général. Seules les lois du marché et la recherche du profit inspirent les décisions des capitalistes. Les problèmes écologiques l'illustrent : il est urgent d'enlever aux groupes privés la direction de l'industrie, des transports, et d'organiser l'économie de façon rationnelle, planifiée, pour répondre aux besoins du plus grand nombre, tout en préservant l'environnement.

Nos perspectives communistes

L'économie capitaliste, c'est l'exploitation, le règne de la concurrence, la guerre permanente pour les marchés, la domination de grands groupes industriels et financiers qui, à l'échelle de la planète, organisent l'économie au mépris des besoins des peuples. Le capitalisme, c'est la dictature exercée par une poignée de grands actionnaires mus par la seule recherche du profit. Les inégalités n'ont jamais été aussi révoltantes : les huit personnes les plus riches possèdent autant de richesse

que la moitié de l'humanité!

À l'ère d'Internet et de la conquête de l'espace, la majorité des femmes et des hommes sont toujours condamnés au sous-développement, sinon à la famine. Les milliards extraits de la production et de l'exploitation des travailleurs, les capitalistes les jouent au casino de la finance. Autrement dit, plus nous travaillons, plus nous faisons d'efforts et de sacrifices, plus la spéculation augmente, plus nous risquons le krach généralisé. C'est un bilan de faillite.

Nous ne sommes pas condamnés à cette dictature d'une poignée de grands actionnaires. Il faut mettre fin à la propriété privée des moyens de production, des usines, des banques, des transports et des grandes chaînes de distribution, qui empêche toute organisation rationnelle de l'économie.

Mettre en commun ces moyens de production, c'est le sens profond du mot communisme, et c'est une nécessité.

Il faut que ces moyens techniques et matériels, inventés et perfectionnés par des générations de travailleurs, servent à l'épanouissement de la collectivité humaine, et non au profit d'une infime minorité. En expropriant la bourgeoisie, en planifiant démocratiquement la production en fonction des besoins, on pourrait éradiquer la misère, la malnutrition, le manque d'eau potable. On pourrait donner une éducation à tous les enfants du monde, soigner tous les êtres humains et libérer de leur servitude toutes les femmes du monde.



Lénine chassant monarches, ecclésiastiques et capitalistes.

Si vous souhaitez donner votre point de vue sur cette brochure ou sur les discussions que vous avez pu avoir avec nous, vous pouvez le faire :

- **par courrier à notre siège central :**

Lutte ouvrière - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

- **par e-mail :**

contact@lutte-ouvriere.org

Et si vous souhaitez rencontrer des camarades, nous pourrions ainsi vous mettre en contact avec ceux qui sont les plus proches de votre domicile ou de votre travail.

Visitez notre site Internet : www.lutte-ouvriere.org



Supplément gratuit à Lutte ouvrière n° 2604 du 29 juin 2018

Imprimé par IMS - 93500 Pantin